

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 14 mars 2024.

**Art. 3.** Le Ministre compétent en matière de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 13 juin 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,  
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances,  
O. PAASCH

Le Vice-Ministre-Président,  
Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement,  
A. ANTONIADIS

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2024/203673]

**13 JUNI 2024. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van de Regering van 25 april 2019 tot vaststelling van de procedure voor de registratie en erkenning van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen en tot afgifte van een Europese beroepskaart**

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 7;

Gelet op het besluit van de Regering van 25 april 2019 tot vaststelling van de procedure voor de registratie en erkenning van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen en tot afgifte van een Europese beroepskaart;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 15 mei 2023;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor gezondheid, gegeven op 9 januari 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-President, bevoegd voor Begroting, d.d. 19 januari 2024;

Gelet op de adviesaanvraag aan de Raad van State binnen een termijn van dertig dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 23 februari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.695/3;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 26 februari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 4 van het besluit van de Regering van 25 april 2019 tot vaststelling van de procedure voor de registratie en erkenning van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen en tot afgifte van een Europese beroepskaart worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "175 euro" telkens vervangen door de woorden "98,05 euro";

2° het artikel wordt aangevuld met een derde lid, luidende:

"Het honorariumbedrag vermeld in het eerste lid is gekoppeld aan de indexering van de wedden in de openbare sector van de Duitstalige Gemeenschap op basis van de spilindex 138,01."

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 14 maart 2024.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 13 juni 2024.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap:

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen en Financiën,  
O. PAASCH

De Viceminister-President,  
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting  
A. ANTONIADIS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203758]

**6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités d'octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 2010 en la matière**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, l'article 13, modifié par le décret du 11 mars 1999 et remplacé par le décret du 3 juillet 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 2010 fixant les modalités d'octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels;

Vu le rapport du 5 février 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 février 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 février 2024;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 21 mars 2024;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section « Nature », donné le 11 mars 2024;

Vu l'avis n° 76.204/4 du Conseil d'État donné le 21 mai 2024, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser la subvention relative aux investissements immobiliers de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 2010 fixant les modalités d'octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels;

Considérant que les subventions sont annuelles et que l'annualité des subventions complique la constitution d'un fonds pour assurer la continuité des salaires, alors qu'il est prévu que les parcs naturels peuvent constituer un tel fonds social dans de strictes conditions et sous contrôle du comité d'accompagnement;

Considérant que l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie du 21 mars 2024 a été donné conjointement avec la Fédération des parcs naturels de Wallonie;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire et de la Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1° le ministre : le Ministre qui a la ruralité dans ses attributions pour l'application des articles 2 à 4, 7, § 2, et 8, § 2, le Ministre qui a la nature dans ses attributions pour l'application de l'article 5 et 7, § 2, ou le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions pour l'application des articles 6 et 9, § 2;

2° l'Administration : le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement ou, pour l'application des articles 6, 9 et 13, le Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie;

3° les frais de fonctionnement : les coûts inhérents à la gestion du personnel y compris la constitution d'une réserve pour passif social, à la gestion administrative et comptable, les frais de mission, les frais de représentation, les frais de documentation, les dépenses relatives à la communication ainsi qu'à l'acquisition de petit matériel, à la location et à l'entretien de biens meubles nécessaires à la gestion courante du parc naturel;

4° les frais d'investissement : les coûts qui sont affectés à l'activité de la commission de gestion des parcs naturels pour une durée estimable supérieure à un an;

5° le décret du 16 juillet 1985 : le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels;

6° la maison du parc naturel : l'immeuble bâti servant de lieu d'accueil, de gestion administrative et de coordination des actions menées par le parc naturel.

## CHAPITRE II. — Subventions

**Art. 2.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le ministre octroie aux commissions de gestion des parcs naturels qui en font la demande, une subvention annuelle d'une valeur maximale de 160.000 euros portant sur les frais de fonctionnement et les frais d'investissement exposés par les commissions de gestion des parcs naturels dans le cadre de l'ensemble de leurs missions reprises dans le décret du 16 juillet 1985, à l'exception des missions d'aménagement du territoire sur le territoire de la région de langue allemande.

Le taux de subvention est fixé à quatre-vingts pour cent de ces frais.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le ministre octroie aux commissions de gestion des parcs naturels qui en font la demande, une subvention relative aux frais d'investissement immobiliers.

La subvention couvre les frais d'investissement immobilier exposés par les commissions de gestion des parcs naturels dans le cadre de la construction ou de la rénovation d'un bâtiment existant pour la réalisation d'une maison du parc naturel.

Le montant de la subvention unique correspond à soixante pour cent du coût global des investissements immobiliers, sans pouvoir excéder 150.000 euros. La subvention peut être octroyée une seule fois pour un territoire couvert par un parc naturel sur toute la durée de son existence.

Le montant de la subvention est arrondi à l'unité supérieure.

§ 2. Le bien immobilier qui bénéficie de la subvention reste affecté aux activités du parc naturel pendant une période de minimum vingt années comptées à partir du paiement du solde de la subvention. Si le bien immobilier est partiellement ou totalement réaffecté à d'autres activités que celles du parc naturel pendant cette période, le ministre peut exiger soit :

1° le remboursement d'une fraction de la subvention perçue qui est égale au pourcentage des années entières au cours desquelles le bien immobilier n'est plus affecté auxdites activités du parc naturel;

2° l'affectation de cette fraction de la subvention à la réalisation de missions supplémentaires.

**Art. 4.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le ministre octroie aux commissions de gestion des parcs naturels qui en font la demande, une subvention annuelle portant sur les frais de fonctionnement et les investissements liés aux projets relatifs au développement rural dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion du parc naturel.

Le taux de la subvention est fixé à cent pour cent des frais de fonctionnement et des frais d'investissement spécifiques à la réalisation de ces projets.

L'administration établit le montant de la subvention qui correspond à la somme des produits des paramètres suivants :

- 1° le nombre de communes associées au parc naturel, multiplié par 5.500 euros;
- 2° la superficie du parc naturel, en multipliant la somme de 700 euros par millier d'hectares;
- 3° le nombre d'habitants, en multipliant la somme de 1.500 euros par millier d'habitants.

Le nombre de milliers, visé à l'alinéa 3, 2° et 3°, est arrondi à l'unité inférieure. Les chiffres utilisés pour le calcul du montant de la subvention sont ceux arrêtés le 1<sup>er</sup> novembre de l'année précédente.

Le montant de la subvention est arrondi à l'unité supérieure.

**Art. 5.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le ministre octroie aux commissions de gestion des parcs naturels qui en font la demande, une subvention annuelle portant sur les frais de fonctionnement et les investissements liés aux projets relatifs à la gestion et à la valorisation du patrimoine naturel et de la biodiversité dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion du parc naturel.

Le taux de la subvention est fixé à cent pour cent des frais de fonctionnement et des frais d'investissement spécifiques à la réalisation de ces projets.

L'Administration établit le montant de la subvention qui correspond à la somme des produits des paramètres suivants :

- 1° le nombre de communes associées au parc naturel, multiplié par 4.000 euros;
- 2° la superficie du parc naturel, en multipliant la somme de 1.000 euros par millier d'hectares;
- 3° le nombre d'habitants, en multipliant la somme de 600 euros par millier d'habitants.

Le nombre de milliers, visé à l'alinéa 3, 2° et 3°, est arrondi à l'unité inférieure. Les chiffres utilisés pour le calcul du montant de la subvention sont ceux arrêtés le 1<sup>er</sup> novembre de l'année précédente.

Le montant de la subvention est arrondi à l'unité supérieure.

**Art. 6.** Sur le territoire de la région de langue française, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le ministre octroie aux commissions de gestion des parcs naturels qui en font la demande, une subvention annuelle portant sur les frais de fonctionnement et les frais d'investissement liés aux projets relatifs à l'aménagement du territoire en ce compris le paysage.

Cette subvention concerne :

- 1° la coordination des projets d'aménagement du territoire prévus à l'article 7, 2°, du décret du 16 juillet 1985;
- 2° la remise des avis prévus à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 4°, du décret du 16 juillet 1985 et à l'article D.IV.35, alinéa 6, du Code du développement territorial.

L'Administration établit le montant de la subvention qui correspond à la somme des produits des paramètres suivants :

- 1° le nombre de communes associées au parc naturel, multiplié par 2.700 euros;
- 2° la superficie du parc naturel, en multipliant la somme de 350 euros par millier d'hectares;
- 3° le nombre d'habitants, en multipliant la somme de 700 euros par millier d'habitants.

Le nombre de milliers, visé à l'alinéa 3, 2° et 3°, est arrondi à l'unité inférieure. Les chiffres utilisés pour le calcul du montant de la subvention sont ceux arrêtés le 1<sup>er</sup> novembre de l'année précédente.

Lorsque la subvention annuelle, visée à l'alinéa 4, est inférieure à 13.800 euros, la subvention est portée à un maximum de 13.800 euros.

Le montant de la subvention est arrondi à l'unité supérieure.

### CHAPITRE III. — *Modalités d'introduction des demandes, d'octroi et de contrôle des subventions*

#### *Section 1<sup>re</sup> — Modalités d'introduction des demandes et d'octroi des subventions*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes de subventions, visées aux articles 2, 4 et 5, sont introduites par mail auprès de l'Administration par la commission de gestion des parcs naturels au plus tard le 31 mars de l'année considérée.

Sont joints à la demande de subvention :

1° le budget voté par la commission de gestion des parcs naturels pour l'exercice auquel se rapporte la demande de subvention, reprenant une ventilation détaillée des comptes de charges d'exploitation et des charges financières, ainsi qu'un programme des investissements prévus;

2° les derniers comptes annuels approuvés par la commission de gestion des parcs naturels.

Si l'alinéa 2 n'est pas respecté, la demande de subvention est irrecevable. L'Administration en informe par mail la commission de gestion des parcs naturels dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande de subvention.

L'alinéa 2, 2°, ne s'applique pas aux commissions de gestion des parcs naturels dont la date de constitution est inférieure à deux ans à compter de la date de demande de subvention.

§ 2. Le ministre décide de l'octroi de la subvention à la commission de gestion des parcs naturels dans les quarante jours de la réception de la demande de subvention. L'administration notifie la décision du ministre par mail.

§ 3. La subvention est liquidée selon les modalités suivantes :

1° une première tranche, d'un montant de quatre-vingts pour cent de la subvention, à la notification de l'octroi de la subvention;

2° le solde de la subvention au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année subventionnée sur la base d'une déclaration de créance et du dossier justificatif des dépenses adressés à l'Administration par la commission de gestion des parcs naturels.

§ 4. La commission de gestion de chaque parc naturel envoie avant le 1<sup>er</sup> novembre, les projets qui sont envisagés pour faire l'objet des demandes de subvention, visées aux articles 4 et 5, pour l'année suivante. L'Administration transmet ses remarques éventuelles aux commissions de gestion des parcs naturels avant le 31 décembre.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. La demande de subvention, visée à l'article 3, est introduite par la commission de gestion des parcs naturels par mail, sur la base d'un dossier, auprès de l'Administration.

Le dossier comprend :

1° la délibération motivée de la commission de gestion des parcs naturels approuvant le projet d'investissement immobilier;

2° l'estimation financière du projet;

3° le mode de passation du marché public;

4° le cahier spécial des charges utilisé pour la mise en concurrence du projet.

Si l'alinéa 2 n'est pas respecté, la demande de subvention est irrecevable. L'Administration en informe par mail la commission de gestion des parcs naturels dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier.

§ 2. Dans les deux mois de la réception du dossier, le ministre décide de l'octroi de la subvention. L'administration notifie la décision du ministre par mail.

Sur la base de la décision du ministre, la commission de gestion du parc naturel engage la procédure de passation du marché public.

§ 3. Lorsque le marché public est attribué, la commission de gestion du parc naturel transmet à l'Administration :

1° le procès-verbal d'ouverture des soumissions;

2° l'ensemble des offres reçues;

3° le rapport d'analyse des offres;

4° la délibération motivée de la commission de gestion des parcs naturels désignant l'adjudicataire du marché public.

§ 4. La subvention est liquidée selon les modalités suivantes :

1° une première tranche, d'un montant de cinquante pour cent de la subvention, à la notification de l'octroi de la subvention;

2° le reste de la subvention, par tranches de maximum 50.000 euros selon l'avancement des travaux, sur la base d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable accompagnée des factures et des états d'avancement des travaux approuvés par le maître de l'ouvrage et par l'agent de l'Administration désigné par le ministre.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. La demande de subvention, visée à l'article 6, est introduite auprès de l'Administration par la commission de gestion des parcs naturels par mail entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars de l'année considérée.

Sont joints à la demande de subvention :

1° le budget voté par la commission de gestion des parcs naturels pour l'exercice auquel se rapporte la demande de subvention, détaillant la part dévolue au coût en personnel chargé des missions relatives à l'aménagement du territoire ainsi qu'une note synthétique du programme des activités sur la même matière;

2° les derniers comptes annuels approuvés par la commission de gestion des parcs naturels.

Si l'alinéa 2 n'est pas respecté, la demande de subvention est irrecevable. L'Administration en informe par mail la commission de gestion des parcs naturels dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande de subvention.

L'alinéa 2, 2°, ne s'applique pas aux commissions de gestion des parcs naturels dont la date de constitution est inférieure à deux ans à compter de la date de demande de subvention.

§ 2. Le ministre décide de l'octroi de la subvention à la commission de gestion des parcs naturels dans les quarante jours de la réception de la demande de subvention. L'administration notifie la décision du ministre par mail.

§ 3. La subvention est liquidée selon les modalités suivantes :

1° une première tranche, d'un montant de quatre-vingts pour cent de la subvention, à la notification de l'octroi de la subvention;

2° le solde de la subvention, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année subventionnée sur la base d'une déclaration de créance et du dossier justificatif des dépenses adressés à l'Administration par la commission de gestion des parcs naturels.

#### Section 2. — Contrôle des subventions

**Art. 10.** Les subventions visées au chapitre 2 sont cumulables mais ne peuvent pas viser les mêmes dépenses. Les montants cumulés des subventions visées au chapitre 2 et de l'intervention financière du pouvoir organisateur en application de l'article 13, § 1<sup>er</sup>, du décret du 16 juillet 1985, ou d'un autre pouvoir public, ou des organismes nationaux ou internationaux, ou de personnes physiques ou morales, ne peuvent pas dépasser le montant annuel total des charges du parc naturel.

L'administration vérifie l'emploi des subventions octroyées aux commissions de gestion des parcs naturels et la concordance des montants sur la base des comptes annuels de la commission de gestion du parc naturel.

Lorsque les subventions perçues par le parc naturel dépassent le montant annuel total de ses charges, l'Administration impute la différence sur les tranches de subvention non échues.

**Art. 11.** Les montants libellés en euros, visés aux articles 2, 4, 5 et 6, sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

L'indice des prix à la consommation est rattaché à l'indice 158,45 de janvier 2024.

**Art. 12.** Par le fait de l'acceptation de la subvention, la commission de gestion des parcs naturels autorise le Gouvernement wallon de procéder, par toute personne désignée par lui, au contrôle des fonds attribués en application des dispositions du présent arrêté.

L'agent désigné par le Gouvernement wallon a libre accès en permanence à la comptabilité ainsi qu'aux livres de comptes de la commission de gestion des parcs naturels.

**Art. 13.** Un comité d'accompagnement par Administration compétente est chargé du suivi de l'utilisation des subsides visés au chapitre 2 du présent arrêté. Les ministres compétents fixent la composition des comités d'accompagnement.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions générales et abrogatoire

**Art. 14.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 2010 fixant les modalités d'octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015, est abrogé.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**Art. 16.** Le ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions, le ministre qui a la ruralité dans ses attributions et le ministre qui a la nature dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

#### ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/203758]

#### 6. JUNI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung von Subventionen an die Verwaltungsausschüsse der Naturparks und zur Aufhebung des diesbezüglichen Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010

Die Wallonische Regierung erlässt,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Juli 1985 über Naturparks, Artikel 13, geändert durch das Dekret vom 11. März 1999 und ersetzt durch das Dekret vom 3. Juli 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung von Subventionen an die Verwaltungskommissionen der Naturparks;

Gestützt auf den Bericht vom 5. Februar 2024, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors, die am 12. Februar 2024 abgegeben wurde;

Aufgrund der Zustimmung des Ministers für Haushalt, die am 15. Februar 2024 erteilt wurde;

Aufgrund der Stellungnahme der Union der Städte und Gemeinden der Wallonie vom 21. März 2024;

Aufgrund der Stellungnahme des Zentrums "Ländlicher Raum", Abteilung "Natur", die am 11. März 2024 abgegeben wurde;

Aufgrund der Stellungnahme 76.204/4 des Staatsrats vom 21. Mai 2024 gemäß Artikel 84, Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 2<sup>o</sup> der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973;

In der Erwägung, dass die Subvention für Immobilieninvestitionen in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung von Subventionen an die Verwaltungskommissionen der Naturparks aktualisiert werden muss;

In der Erwägung, dass die Subventionen jährlich gezahlt werden und dass die Jährlichkeit der Subventionen die Bildung eines Fonds erschwert, um die Kontinuität der Gehälter zu gewährleisten, obwohl vorgesehen ist, dass Naturparks unter strengen Bedingungen und unter Aufsicht des Begleitausschusses einen solchen Sozialfonds bilden können;

In der Erwägung, dass die Stellungnahme des Verbandes der Städte und Gemeinden der Wallonie vom 21. März 2024 gemeinsam mit dem Verband der Naturparks der Wallonie abgegeben wurde;

Auf Vorschlag des Ministers für Raumordnung und der Ministerin für Natur;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1<sup>o</sup> der Minister: der Minister, der für den ländlichen Raum zuständig ist, für die Anwendung der Artikel 2 bis 4, 7 Paragraph 2 und 8 Paragraph 2, der Minister, der für die Natur zuständig ist, für die Anwendung der Artikel 5 und 7 Paragraph 2, oder der Minister, der für die Raumordnung zuständig ist, für die Anwendung der Artikel 6 und 9 Paragraph 2;



2° die Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder, für die Anwendung der Artikel 6, 9 und 13, der Öffentliche Dienst der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe, Energie;

3° Betriebskosten: die Kosten für die Personalverwaltung einschließlich der Bildung einer Rücklage für Sozialverbindlichkeiten, für die Verwaltung und Buchhaltung, die Dienstreisekosten, die Repräsentationskosten, die Dokumentationskosten, die Ausgaben für die Kommunikation sowie für die Anschaffung von Kleinmaterial, die Miete und die Instandhaltung von beweglichen Gütern, die für die laufende Verwaltung des Naturparks erforderlich sind;

4° Investitionskosten: Kosten, die der Tätigkeit der Verwaltungskommission für Naturparks für einen voraussichtlichen Zeitraum von mehr als einem Jahr zugewiesen werden;

5° das Dekret vom 16. Juli 1985: das Dekret vom 16. Juli 1985 über Naturparks;

6° das Haus des Naturparks: das Gebäude, das als Ort des Empfangs, der Verwaltung und der Koordinierung der vom Naturpark durchgeführten Maßnahmen dient.

#### KAPITEL II — *Subventionen*

**Art. 2** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister den Verwaltungskommissionen der Naturparks auf Antrag eine jährliche Subvention in Höhe von maximal 160.000 Euro zu den Betriebs- und Investitionskosten, die den Verwaltungskommissionen der Naturparks im Rahmen der Gesamtheit ihrer im Dekret vom 16. Juli 1985 aufgeführten Aufgaben entstehen, mit Ausnahme der Aufgaben der Raumordnung auf dem Gebiet der deutschsprachigen Region.

Die Subvention wird auf achtzig Prozent dieser Kosten festgelegt.

**Art. 3** - Paragraph 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister den Verwaltungskommissionen der Naturparks, die einen entsprechenden Antrag stellen, eine Subvention für die Investitionskosten für Immobilien.

Die Subvention deckt die Kosten für Immobilieninvestitionen, die den Verwaltungskommissionen der Naturparks im Rahmen des Baus oder der Renovierung eines bestehenden Gebäudes für die Einrichtung eines Naturparkhauses entstehen.

Die Höhe der einmaligen Subvention entspricht sechzig Prozent der Gesamtkosten der Immobilieninvestitionen, darf aber 150.000 Euro nicht übersteigen. Die Subvention kann für ein Gebiet, das von einem Naturpark abgedeckt wird, während der gesamten Dauer seines Bestehens nur einmal gewährt werden.

Die Höhe der Subvention wird auf die nächste Einheit aufgerundet.

§ 2. Die Immobilie, für die die Subvention gewährt wird, bleibt für einen Zeitraum von mindestens zwanzig Jahren, gerechnet ab der Zahlung des Restbetrags der Subvention, für die Aktivitäten des Naturparks genutzt. Wird die Immobilie während dieses Zeitraums teilweise oder vollständig für andere Aktivitäten als die des Naturparks umgewidmet, kann der Minister entweder verlangen:

1° die Rückzahlung eines Teils der erhaltenen Subvention, der dem Prozentsatz der vollen Jahre entspricht, in denen die Immobilie nicht mehr für die genannten Aktivitäten des Naturparks genutzt wird;

2° die Verwendung dieses Teils der Subvention für die Durchführung zusätzlicher Aufgaben.

**Art. 4** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister den Verwaltungskommissionen der Naturparks auf Antrag eine jährliche Subvention für die Betriebskosten und Investitionen im Zusammenhang mit Projekten zur ländlichen Entwicklung im Rahmen der Umsetzung des Verwaltungsplans des Naturparks.

Die Subvention wird auf hundert Prozent der spezifischen Betriebs- und Investitionskosten für die Durchführung dieser Projekte festgelegt.

Die Verwaltung legt die Höhe der Subvention fest, die der Summe der Produkte der folgenden Parameter entspricht:

1° der Anzahl der mit dem Naturpark assoziierten Gemeinden, multipliziert mit 5.500 Euro;

2° der Fläche des Naturparks, wobei die Summe von 700 Euro mit tausend Hektar multipliziert wird;

3° der Anzahl der Einwohner, indem der Betrag von 1.500 Euro mit jedem Tausendstel der Einwohner multipliziert wird.

Die in Absatz 3, Ziffer 2 und 3 genannte Zahl in Tausend wird auf die nächste Einheit abgerundet. Für die Berechnung der Höhe der Subvention werden die am 1. November des Vorjahres festgestellten Zahlen herangezogen.

Die Höhe der Subvention wird auf die nächste Einheit aufgerundet.

**Art. 5** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister den Verwaltungskommissionen der Naturparks, die einen entsprechenden Antrag stellen, eine jährliche Subvention für die Betriebskosten und die Investitionen für Projekte im Zusammenhang mit der Verwaltung und Aufwertung des Naturerbes und der biologischen Vielfalt im Rahmen der Umsetzung des Verwaltungsplans des Naturparks.

Die Subvention wird auf hundert Prozent der spezifischen Betriebs- und Investitionskosten für die Durchführung dieser Projekte festgelegt.

Die Verwaltung legt die Höhe der Subvention fest, die der Summe der Produkte der folgenden Parameter entspricht:

1° der Anzahl der mit dem Naturpark assoziierten Gemeinden, multipliziert mit 4.000 Euro;

2° der Fläche des Naturparks, wobei die Summe von 1.000 Euro mit tausend Hektar multipliziert wird;

3° der Anzahl der Einwohner, indem der Betrag von 600 Euro mit jedem Tausendstel der Einwohner multipliziert wird.

Die in Absatz 3, Ziffer 2 und 3 genannte Zahl in Tausend wird auf die nächste Einheit abgerundet. Für die Berechnung der Höhe der Subvention werden die am 1. November des Vorjahres festgestellten Zahlen herangezogen.

Die Höhe der Subvention wird auf die nächste Einheit aufgerundet.

**Art. 6** - Auf dem Gebiet der französischsprachigen Region gewährt der Minister im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel den Verwaltungskommissionen der Naturparks, die einen Antrag stellen, eine jährliche Subvention für die Betriebs- und Investitionskosten im Zusammenhang mit Projekten zur Raumordnung einschließlich der Landschaft.

Diese Subvention betrifft:

1° die Koordinierung der in Artikel 7, Ziffer 2 des Dekrets vom 16. Juli 1985 vorgesehenen Raumordnungsprojekte;

2° die Abgabe der in Artikel 15, Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 3 und 4 des Dekrets vom 16. Juli 1985 und in Artikel D.IV.35, Absatz 6 des Gebietsentwicklungsgesetzbuchs vorgesehenen Stellungnahmen.

Die Verwaltung legt die Höhe der Subvention fest, die der Summe der Produkte der folgenden Parameter entspricht:

1° der Anzahl der mit dem Naturpark assoziierten Gemeinden, multipliziert mit 2.700 Euro;

2° der Fläche des Naturparks, wobei die Summe von 350 Euro mit tausend Hektar multipliziert wird;

3° der Anzahl der Einwohner, indem der Betrag von 700 Euro mit jedem Tausendstel der Einwohner multipliziert wird.

Die in Absatz 3, Ziffer 2 und 3 genannte Zahl in Tausend wird auf die nächste Einheit abgerundet. Für die Berechnung der Höhe der Subvention werden die am 1. November des Vorjahres festgestellten Zahlen herangezogen.

Wenn die jährliche Subvention gemäß Absatz 4 weniger als 13.800 Euro beträgt, wird die Subvention auf einen Höchstbetrag von 13.800 Euro erhöht.

Die Höhe der Subvention wird auf die nächste Einheit aufgerundet.

### KAPITEL III — Modalitäten für die Einreichung von Anträgen, die Gewährung und die Kontrolle von Subventionen

#### Abschnitt 1 — Modalitäten für die Einreichung von Anträgen und die Gewährung von Subventionen

**Art. 7 - § 1.** Die in den Artikeln 2, 4 und 5 genannten Anträge auf Subventionen werden von der Verwaltungskommission der Naturparks bis spätestens 31. März des betreffenden Jahres per E-Mail bei der Verwaltung eingereicht.

Dem Subventionsantrag werden beigefügt:

1° der von der Verwaltungskommission der Naturparks verabschiedete Haushaltsplan für das Geschäftsjahr, auf das sich der Subventionsantrag bezieht, mit einer detaillierten Aufschlüsselung der Konten für Betriebs- und Finanzkosten sowie einem Programm der geplanten Investitionen;

2° der letzte Jahresabschluss, der von der Verwaltungskommission der Naturparks genehmigt wurde.

Wenn Absatz 2 nicht eingehalten wird, ist der Subventionsantrag unzulässig. Die Verwaltung informiert die Verwaltungskommission für Naturparks innerhalb von 15 Tagen nach Erhalt des Subventionsantrags per E-Mail darüber.

Absatz 2, Ziffer 2, gilt nicht für Verwaltungsausschüsse von Naturparks, die weniger als zwei Jahre nach dem Datum des Subventionsantrags gegründet wurden.

§ 2. Der Minister entscheidet innerhalb von 40 Tagen nach Eingang des Antrags auf Gewährung einer Subvention an die Verwaltungskommission für Naturparks über die Gewährung der Subvention. Die Verwaltung teilt die Entscheidung des Ministers per E-Mail mit.

§ 3. Die Subvention wird wie folgt ausgezahlt:

1° eine erste Rate in Höhe von achtzig Prozent der Subvention, wenn der Bescheid über die Bewilligung der Subvention vorliegt;

2° der Restbetrag der Subvention spätestens am 30. Juni des Jahres, das auf das subventionierte Jahr folgt, auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung und der Belege für die Ausgaben, die der Verwaltung von der Verwaltungskommission der Naturparks zugesandt werden.

§ 4. Die Verwaltungskommission jedes Naturparks übermittelt vor dem 1. November die geplanten Projekte, die Gegenstand der in den Artikeln 4 und 5 genannten Subventionsanträge für das folgende Jahr sein sollen. Die Verwaltung übermittelt ihre eventuellen Anmerkungen bis zum 31. Dezember an die Verwaltungskommissionen der Naturparks.

**Art. 8 - Paragraph 1.** Der in Artikel 3 genannte Subventionsantrag wird von der Verwaltungskommission für Naturparks per E-Mail auf der Grundlage einer Akte bei der Verwaltung eingereicht.

Diese Akte umfasst:

1° den begründeten Beschluss der Verwaltungskommission der Naturparks, der das Immobilieninvestitionsprojekt genehmigt;

2° die finanzielle Schätzung des Projekts;

3° die Art der Vergabe des öffentlichen Auftrags;

4° die besondere Leistungsbeschreibung, die für die Ausschreibung des Projekts verwendet wurde.

Wenn Absatz 2 nicht eingehalten wird, ist der Subventionsantrag unzulässig. Die Verwaltung informiert die Verwaltungskommission für Naturparks innerhalb von 15 Tagen nach Erhalt der Akte per E-Mail darüber.

§ 2. Innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des Antrags entscheidet der Minister über die Gewährung der Subvention. Die Verwaltung teilt die Entscheidung des Ministers per E-Mail mit.

Auf der Grundlage der Entscheidung des Ministers leitet die Verwaltungskommission des Naturparks das Verfahren zur Vergabe des öffentlichen Auftrags ein.

§ 3. Wenn der öffentliche Auftrag vergeben wird, übermittelt die Verwaltungskommission des Naturparks der Verwaltung:

1° das Protokoll der Angebotsvorbereitung;

2° die Gesamtheit der eingegangenen Angebote;

3° den Bericht über die Analyse der Angebote;

4° den begründeten Beschluss der Verwaltungskommission der Naturparks, der den erfolgreichen Bieter des öffentlichen Auftrags benennt.

§ 4. Die Subvention wird wie folgt ausgezahlt:

1° eine erste Rate in Höhe von fünfzig Prozent der Subvention, wenn der Bescheid über die Bewilligung der Subvention vorliegt;

2° den Rest der Subvention in Tranchen von maximal 50.000 Euro je nach Fortschritt der Arbeiten auf der Grundlage einer beglaubigten Forderungsanmeldung, der die Rechnungen und der Stand der Arbeiten beigefügt sind, die vom Bauherrn und dem vom Minister ernannten Verwaltungsbeamten genehmigt wurden.

**Art. 9** - Paragraph 1. Der in Artikel 6 genannte Subventionsantrag wird von der Verwaltungskommission für Naturparks per E-Mail zwischen dem 1. Januar und dem 31. März des betreffenden Jahres bei der Verwaltung eingereicht.

Dem Subventionsantrag werden beigefügt:

1° der von der Verwaltungskommission der Naturparks verabschiedeten Haushaltsplan für das Geschäftsjahr, auf das sich der Subventionsantrag bezieht, mit einer detaillierten Aufstellung des Anteils der Personalkosten für Aufgaben im Bereich der Raumplanung sowie einer Zusammenfassung des Programms der Aktivitäten im selben Bereich;

2° der letzte Jahresabschluss, der von der Verwaltungskommission der Naturparks genehmigt wurde.

Wenn Absatz 2 nicht eingehalten wird, ist der Subventionsantrag unzulässig. Die Verwaltung informiert die Verwaltungskommission für Naturparks innerhalb von 15 Tagen nach Erhalt des Subventionsantrags per E-Mail darüber.

Absatz 2, Ziffer 2, gilt nicht für Verwaltungsausschüsse von Naturparks, die weniger als zwei Jahre nach dem Datum des Subventionsantrags gegründet wurden.

§ 2. Der Minister entscheidet innerhalb von 40 Tagen nach Eingang des Antrags auf Gewährung einer Subvention an die Verwaltungskommission für Naturparks über die Gewährung der Subvention. Die Verwaltung teilt die Entscheidung des Ministers per E-Mail mit.

§ 3. Die Subvention wird wie folgt ausgezahlt:

1° eine erste Rate in Höhe von achtzig Prozent der Subvention, wenn der Bescheid über die Bewilligung der Subvention vorliegt;

2° der Restbetrag der Subvention spätestens am 30. Juni des Jahres, das auf das subventionierte Jahr folgt, auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung und der Belege für die Ausgaben, die der Verwaltung von der Verwaltungskommission der Naturparks zugesandt werden.

#### Abschnitt 2 — Kontrolle von Subventionen

**Art. 10** - Die in Kapitel 2 genannten Subventionen sind kumulierbar, dürfen sich aber nicht auf dieselben Ausgaben beziehen. Die kumulierten Beträge der in Kapitel 2 genannten Subventionen und der finanziellen Beteiligung des Trägers in Anwendung von Artikel 13, Paragraph 1 des Dekrets vom 16. Juli 1985, oder einer anderen öffentlichen Behörde, oder der nationalen oder internationalen Organisationen, oder von natürlichen oder juristischen Personen, dürfen den jährlichen Gesamtbetrag der Aufwendungen des Naturparks nicht überschreiten.

Die Verwaltung prüft die Verwendung der den Verwaltungskommissionen der Naturparks gewährten Subventionen und die Übereinstimmung der Beträge auf der Grundlage des Jahresabschlusses der Verwaltungskommission des Naturparks.

Wenn die vom Naturpark erhaltenen Subventionen den jährlichen Gesamtbetrag seiner Aufwendungen übersteigen, verrechnet die Verwaltung die Differenz mit den noch nicht fälligen Subventionstranchen.

**Art. 11** - Die in den Artikeln 2, 4, 5 und 6 genannten Euro-Beträge sind an die Schwankungen des Verbraucherpreisindex gebunden.

Der Verbraucherpreisindex wird an den Index 158,45 vom Januar 2024 angehängt.

**Art. 12** - Durch die Annahme der Subvention ermächtigt die Verwaltungskommission der Naturparks die Wallonische Regierung, durch jede von ihr bestimmte Person die Kontrolle der in Anwendung der Bestimmungen dieses Erlasses zugewiesenen Mittel vorzunehmen.

Der von der Wallonischen Regierung benannte Bedienstete hat ständig freien Zugang zur Buchhaltung sowie zu den Rechnungsbüchern der Verwaltungskommission für Naturparks.

**Art. 13** - Ein Begleitausschuss pro zuständiger Verwaltung ist für die Überwachung der Verwendung der in Kapitel 2 dieses Beschlusses genannten Subventionen zuständig. Die zuständigen Minister legen die Zusammensetzung der Begleitausschüsse fest.

#### KAPITEL IV. — Allgemeine und aufhebende Bestimmungen

**Art. 14** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung von Subventionen an die Verwaltungsausschüsse der Naturparks, zuletzt geändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015, wird aufgehoben.

**Art. 15** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2025 in Kraft.

**Art. 16** - Der Minister für Raumordnung, der Minister für den ländlichen Raum und der Minister für Natur sind jeweils für die Durchführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 6. Juni 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203758]

**6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse regering tot vaststelling van de procedures voor de toekenning van subsidies aan commissies voor het beheer van natuurparken en tot intrekking van het besluit van de Waalse regering van 25 november 2010 ter zake**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken, artikel 13, gewijzigd door het decreet van 11 maart 1999 en vervangen door het decreet van 3 juli 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 25 november 2010 tot vaststelling van de procedures voor de toekenning van subsidies aan commissies voor het beheer van natuurparken;

Gelet op het verslag van 5 februari 2024 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 12 februari 2024;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 15 februari 2024;

Gelet op het advies van de Unie van de Waalse steden en gemeenten, gegeven op 21 maart 2024;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Landelijke Aangelegenheden", afdeling "Natuur", gegeven op 11 maart 2024;

Gelet op het advies nr. 76.204/4 van de Raad van State van 21 mei 2024 in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2° van de wetten betreffende de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat men de subsidie dient aan te passen met betrekking tot de onroerende investeringen van artikel 4 van het besluit van de Waalse regering van 25 november 2010 tot vaststelling van de procedures voor de toekenning van subsidies aan commissies voor het beheer van natuurparken;

Overwegende dat de subsidies jaarlijks zijn en dat de jaarperiodiciteit van de subsidies de oprichting van een fonds om de continuïteit van de lonen te garanderen bemoeilijkt, terwijl het de bedoeling is dat de natuurparken een dergelijk sociaal fonds kunnen oprichten onder strikte voorwaarden en onder toezicht van het begeleidingscomité;

Overwegende dat het advies van de Unie van Waalse Steden en Gemeenten van 21 maart 2024 samen met de Fédération des parcs naturels de Wallonie werd uitgebracht;

Op voorstel van de minister van Ruimtelijke Ordening en de minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de minister: de minister bevoegd voor Landelijke aangelegenheden voor de toepassing van artikelen 2 tot 4, 7, § 2, en 8, § 2, de minister bevoegd voor Natuur voor de toepassing van artikelen 5 en 7, § 2, of de minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening voor de toepassing van artikelen 6 en 9, § 2;

2° de Administratie: de Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement of, voor de toepassing van artikelen 6, 9 en 13, de Waalse Overheidsdienst Grondgebied, Huisvesting, Patrimonium en Energie;

3° werkingskosten: de kosten die inherent zijn aan het personeelsbeheer, met inbegrip van de vorming van een reserve voor sociale verplichtingen, het administratief en boekhoudkundig beheer, de kosten van dienstreizen, representatie, documentatie, communicatie en de aankoop van klein materiaal, de huur en het onderhoud van roerende goederen die nodig zijn voor het dagelijks beheer van het natuurpark;

4° investeringskosten: kosten die worden toegewezen aan de activiteit van de beheerscommissie van het natuurpark voor een geschatte duur van meer dan één jaar;

5° het decreet van 16 juli 1985: het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken;

6° het huis van het natuurpark: het gebouw dat dienstdoet als onthaal-, administratief en coördinatiecentrum voor de acties van het natuurpark.

HOOFDSTUK II. — *Subsidies*

**Art. 2.** Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kent de minister aan de beheerscommissies van de natuurparken die hiertoe een aanvraag indienen, een jaarlijkse subsidie van maximaal 160.000 euro toe ter dekking van de werkings- en investeringskosten van de beheerscommissies in het kader van al hun taken zoals bepaald in het decreet van 16 juli 1985, met uitzondering van de taken inzake ruimtelijke ordening in het Duitse taalgebied.

Het subsidiepercentage is vastgesteld op tachtig procent van deze kosten.

**Art. 3.** § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten verleent de minister een subsidie voor investeringskosten in onroerend goed aan de beheerscommissies van de natuurparken die erom vragen.

De subsidie dekt de investeringskosten die de beheerscommissies van de natuurparken maken voor de bouw of renovatie van een bestaand gebouw om het huis van een natuurpark in onder te brengen.

Het bedrag van de eenmalige subsidie komt overeen met zestig procent van de totale kosten van de vastgoedinvestering, met een maximum van € 150.000. De subsidie kan slechts één keer worden toegekend voor een gebied dat door een natuurpark wordt bestreken voor de volledige duur van zijn bestaan.

Het bedrag van de subsidie wordt naar boven afgerond.

§ 2. Het onroerend goed waarvoor de subsidie wordt verleend, zal verder worden gebruikt voor de activiteiten van het natuurpark gedurende een periode van ten minste twintig jaar vanaf de datum van betaling van het saldo van de subsidie. Indien het onroerend goed gedurende deze periode geheel of gedeeltelijk wordt gebruikt voor andere activiteiten dan die van het natuurpark, kan de minister eisen dat:

1° een deel van de ontvangen subsidie wordt terugbetaald, gelijk aan het percentage van de volledige jaren waarin het onroerend goed niet meer wordt gebruikt voor de genoemde activiteiten van het natuurpark;

2° dit deel van de subsidie wordt bestemd voor bijkomende opdrachten.

**Art. 4.** Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten verleent de minister jaarlijks een subsidie aan de beheerscommissies van de natuurparken die daartoe een aanvraag indienen, ter dekking van de werkingskosten en de investeringen met betrekking tot projecten voor plattelandsontwikkeling in het kader van de uitvoering van het beheerplan voor het natuurpark.

Het subsidiepercentage is vastgesteld op honderd procent van de werkings- en investeringskosten die specifiek zijn voor de uitvoering van deze projecten.

De administratie bepaalt het bedrag van de subsidie, dat overeenkomt met de som van de producten van de volgende parameters:

- 1° het aantal aan het natuurpark verbonden gemeenten, vermenigvuldigd met 5500 euro;
- 2° de oppervlakte van het natuurpark, door de som te vermenigvuldigen met 700 euro per duizend hectare;
- 3° het aantal inwoners, door de som te vermenigvuldigen met 1.500 euro per duizend inwoners.

Het aantal duizendtallen bedoeld in het derde lid, 2° en 3° wordt naar beneden afgerond. De cijfers die worden gebruikt om het bedrag van de subsidie te berekenen, zijn de cijfers op 1 november van het vorige jaar.

Het bedrag van de subsidie wordt naar boven afgerond.

**Art. 5.** Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten verleent de minister jaarlijks een subsidie aan de beheerscommissies van de natuurparken die daartoe een aanvraag indienen, ter dekking van de werkingskosten en de investeringen met betrekking tot het beheer en de valorisatie van het natuurlijk erfgoed en de biodiversiteit in het kader van de uitvoering van het beheerplan voor het natuurpark.

Het subsidiepercentage is vastgesteld op honderd procent van de werkings- en investeringskosten die specifiek zijn voor de uitvoering van deze projecten.

De administratie bepaalt het bedrag van de subsidie, dat overeenkomt met de som van de producten van de volgende parameters:

- 1° het aantal aan het natuurpark verbonden gemeenten, vermenigvuldigd met 4000 euro;
- 2° de oppervlakte van het natuurpark, door de som te vermenigvuldigen met 1000 euro per duizend hectare;
- 3° het aantal inwoners, door de som te vermenigvuldigen met 600 euro per duizend inwoners.

Het aantal duizendtallen bedoeld in het derde lid, 2° en 3° wordt naar beneden afgerond. De cijfers die worden gebruikt om het bedrag van de subsidie te berekenen, zijn de cijfers op 1 november van het vorige jaar.

Het bedrag van de subsidie wordt naar boven afgerond.

**Art. 6.** Op het Franstalige grondgebied van het gewest, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, verleent de minister jaarlijks een subsidie aan de beheerscommissies van de natuurparken die daartoe een aanvraag indienen, ter dekking van de werkingskosten en de investeringskosten met betrekking tot projecten voor ruimtelijke ordening met inbegrip van het landschap.

Deze subsidie houdt verband met:

1° de coördinatie van de projecten voor ruimtelijke ordening bedoeld in artikel 7, 2°, van het decreet van 16 juli 1985;

2° het indienen van de adviezen bedoeld in artikel 15, § 1, 1<sup>ste</sup> lid, 3° en 4°, van het decreet van 16 juli 1985 en in artikel D.IV.35, zesde lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

De administratie bepaalt het bedrag van de subsidie, dat overeenkomt met de som van de producten van de volgende parameters:

- 1° het aantal aan het natuurpark verbonden gemeenten, vermenigvuldigd met 2700 euro;
- 2° de oppervlakte van het natuurpark, door de som te vermenigvuldigen met 350 euro per duizend hectare;
- 3° het aantal inwoners, door de som te vermenigvuldigen met 700 euro per duizend inwoners.

Het aantal duizendtallen bedoeld in het derde lid, 2° en 3° wordt naar beneden afgerond. De cijfers die worden gebruikt om het bedrag van de subsidie te berekenen, zijn de cijfers op 1 november van het vorige jaar.

Indien de in lid 4 bedoelde jaarlijkse subsidie lager is dan 13.800 euro, wordt ze verhoogd tot maximaal 13.800 euro.

Het bedrag van de subsidie wordt naar boven afgerond.

HOOFDSTUK III. — *Modaliteiten voor het indienen van aanvragen en de toekenning van subsidies.*

*Afdeling 1. — Modaliteiten voor het indienen van aanvragen en de toekenning van subsidies.*

**Art. 7.** § 1. Aanvragen voor de in de artikelen 2, 4 en 5 bedoelde subsidies moeten uiterlijk op 31 maart van het betrokken jaar door de beheerscommissie van het natuurpark bij de administratie worden ingediend.

Worden bij de subsidieaanvraag gevoegd:

1° de door de beheerscommissie van het natuurpark goedgekeurde begroting voor het boekjaar waarop de subsidieaanvraag betrekking heeft, met een gedetailleerde uitsplitsing van de exploitatie- en financiële uitgaven en een programma van de geplande investeringen;

2° de laatste door de beheerscommissie van het natuurpark goedgekeurde jaarrekening.

Indien niet aan lid 2 wordt voldaan, is de subsidieaanvraag niet ontvankelijk. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de subsidieaanvraag informeert de administratie de beheerscommissie van het natuurpark per e-mail.

Het tweede lid, 2°, is niet van toepassing op de beheerscommissies van natuurparken die minder dan twee jaar bestaan vanaf de datum van de subsidieaanvraag.

§ 2. De minister beslist binnen veertig dagen na ontvangst van de subsidieaanvraag of de subsidie wordt toegekend aan de beheerscommissie van het natuurpark. De administratie brengt de minister per e-mail op de hoogte van haar beslissing.

§ 3. De subsidie wordt uitbetaald overeenkomstig volgende nadere regelen:

1° een eerste schijf, ten belope van tachtig procent van de subsidie, bij de kennisgeving van de toekenning van de subsidie;

2° het saldo van de subsidie ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het gesubsidieerde jaar, op basis van een vorderingsaangifte en een dossier ter verantwoording van de uitgaven dat de beheerscommissie van het natuurpark aan de Administratie bezorgt.

§ 4. De beheerscommissie van elk natuurpark stuurt vóór 1 november de projecten op die in aanmerking komen voor de subsidieaanvragen bedoeld in artikel 4 en 5 voor het volgende jaar. De administratie stuurt eventuele opmerkingen voor 31 december naar de beheerscommissies van de natuurparken.

**Art. 8.** § 1. De in artikel 3 bedoelde subsidieaanvraag wordt door de beheerscommissie van het natuurpark op basis van een dossier via e-mail ingediend bij de administratie.

Het dossier omvat:

1° de gemotiveerde beslissing van de beheerscommissie van het natuurpark tot goedkeuring van het vastgoedinvesteringsproject;

2° de financiële raming van het project;

3° de wijze van gunning van de overheidsopdracht;

4° het bestek waarop de onderhandelingsprocedure voor het project is gebaseerd.

Indien niet aan lid 2 wordt voldaan, is de subsidieaanvraag niet ontvankelijk. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier informeert de administratie de beheerscommissie van het natuurpark per e-mail.

§ 2. Binnen twee maanden na ontvangst van het dossier beslist de minister of de subsidie wordt toegekend. De administratie brengt de minister per e-mail op de hoogte van haar beslissing.

Op basis van de beslissing van de minister start de beheerscommissie van het natuurpark de procedure voor de gunning van de overheidsopdracht.

§ 3. Zodra de overheidsopdracht is gegund, bezorgt de beheerscommissie van het natuurpark de administratie:

1° het proces-verbaal van de opening van de inschrijvingen;

2° alle ontvangen offertes;

3° het analyseverslag van de offertes;

4° de met redenen omklede beslissing van de beheerscommissie van het natuurpark tot aanwijzing van de opdrachtnemer.

§ 4. De subsidie wordt uitbetaald overeenkomstig volgende nadere regelen:

1° een eerste schijf, ten belope van vijftig procent van de subsidie, bij de kennisgeving van de toekenning van de subsidie;

2° het saldo van de subsidie, in schijven van maximaal 50.000 euro afhankelijk van de voortgang van de werken, op basis van een gecertificeerde, waarheidsgetrouwe en oprechte vorderingsaangifte, vergezeld van facturen en vorderingsstaten van de werken, goedgekeurd door de opdrachtgever en de door de minister aangeduide ambtenaar van de Administratie.

**Art. 9.** § 1. De in artikel 6 bedoelde subsidieaanvraag moet tussen 1 januari en 31 maart van het betrokken jaar door de beheerscommissie van het natuurpark bij de administratie worden ingediend.

Worden bij de subsidieaanvraag gevoegd:

1° de door de beheerscommissie van het natuurpark goedgekeurde begroting voor het boekjaar waarop de subsidieaanvraag betrekking heeft, met vermelding van het deel dat wordt toegekend aan de kosten van het personeel dat belast is met taken inzake ruimtelijke ordening en een samenvattende nota van het activiteitenprogramma over hetzelfde onderwerp;

2° de laatste door de beheerscommissie van het natuurpark goedgekeurde jaarrekening.

Indien niet aan lid 2 wordt voldaan, is de subsidieaanvraag niet ontvankelijk. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de subsidieaanvraag informeert de administratie de beheerscommissie van het natuurpark per e-mail.

Het tweede lid, 2°, is niet van toepassing op de beheerscommissies van natuurparken die minder dan twee jaar bestaan vanaf de datum van de subsidieaanvraag.

§ 2. De minister beslist binnen veertig dagen na ontvangst van de subsidieaanvraag of de subsidie wordt toegekend aan de beheerscommissie van het natuurpark. De administratie brengt de minister per e-mail op de hoogte van haar beslissing.

§ 3. De subsidie wordt uitbetaald overeenkomstig volgende nadere regelen:

1° een eerste schijf, ten belope van tachtig procent van de subsidie, bij de kennisgeving van de toekenning van de subsidie;

2° het saldo van de subsidie ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het gesubsidieerde jaar, op basis van een vorderingsaangifte en een dossier ter verantwoording van de uitgaven dat de beheerscommissie van het natuurpark aan de Administratie bezorgt.

#### *Afdeling 2. — Controle van de subsidies*

**Art. 10.** De in hoofdstuk 2 bedoelde subsidies kunnen worden gecombineerd, maar mogen niet voor dezelfde uitgaven worden gebruikt. De som van de subsidies bedoeld in hoofdstuk 2 en de financiële bijdrage van de inrichtende overheid in toepassing van artikel 13, § 1, van het decreet van 16 juli 1985, of van een andere overheid, of van nationale of internationale instellingen, of van natuurlijke of rechtspersonen, mag niet meer bedragen dan de totale jaarlijkse kosten van het natuurpark.

De administratie controleert het gebruik van subsidies die worden toegekend aan de beheerscommissies van de natuurparken en de consistentie van de bedragen op basis van de jaarrekeningen van de beheerscommissies van de natuurparken.

Als de subsidies die het natuurpark ontvangt hoger liggen dan het totale jaarlijkse bedrag van zijn kosten, brengt de overheid het verschil in mindering op de nog niet vervallen subsidieschijven.

**Art. 11.** De bedragen in euro, waarnaar wordt verwezen in de artikelen 2, 4, 5 en 6, zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Het indexcijfer van de consumptieprijzen is gekoppeld aan de index 158,45 van januari 2024.

**Art. 12.** Door de subsidie te aanvaarden, machtigt de beheerscommissie van de natuurparken de Waalse Regering om, door een persoon die zij aanwijst, het beheer van de fondsen die in toepassing van de bepalingen van dit besluit worden toegekend, op zich te nemen.

De door de Waalse Regering aangestelde ambtenaar heeft te allen tijde vrije toegang tot de boekhouding en de boeken van de beheerscommissie van de natuurparken.

**Art. 13.** Eén begeleidingscomité per bevoegde administratie is verantwoordelijk voor de opvolging van het gebruik van de subsidies bedoeld in hoofdstuk 2 van dit besluit. De bevoegde ministers bepalen de samenstelling van de begeleidingscomité s.

#### HOOFDSTUK IV. — Algemene en herroepingsbepalingen

**Art. 14.** Besluit van de Waalse regering van 25 november 2010 tot vaststelling van de procedures voor de toekenning van subsidies aan commissies voor het beheer van natuurparken, laatst gewijzigd door het besluit van de Waalse regering van 27 augustus 2015, wordt ingetrokken.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2025.

**Art. 16.** De minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening, de minister bevoegd voor Plattelandsbeleid en de minister bevoegd voor Natuur zijn, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2024/006506]

**20 JUIN 2024. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 8 janvier 2024 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission Communautaire française portant sur la désignation d'un intégrateur de services commun pour l'échange électronique de données**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 8 janvier 2024 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission Communautaire française portant sur la désignation d'un intégrateur de services commun pour l'échange électronique de données.

Bruxelles, le 20 juin 2024.

Ministre-Présidente du Collège, en charge de la Promotion  
de la Santé, des Familles, du Budget et de la Fonction publique,

B. TRACHTE

VERTALING

### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2024/006506]

**20 JUNI 2024. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 8 januari 2024 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanstelling van een gemeenschappelijke dienstenintegrator voor de elektronische uitwisseling van gegevens**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, de Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.